

ENTRETIEN avec Mme Jin Jiaman,  
directrice exécutive du Global Environmental Institute en Chine

# Le dialogue entre la Chine et l'Afrique encourage la foresterie durable

De Meindert Brouwer

Entre 2014 et 2020, le Global Environmental Institute (GEI) à Pékin a participé à deux projets visant à favoriser le dialogue entre les parties prenantes africaines et chinoises dans le domaine de la foresterie et à promouvoir les investissements et le commerce chinois favorables à la biodiversité et aux populations défavorisées. Les deux projets ont été financés par le ministère britannique du Développement international (DFID) - aujourd'hui le bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCDO). Dans le cadre du projet de gouvernance forestière Chine-Afrique (2014 - 2018), le GEI a collaboré avec l'Académie chinoise de foresterie (CAF), l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) basé à Londres et le Fonds mondial pour la nature (WWF). La directrice exécutive du GEI, Madame Jin Jiaman, explique.



Madame Jin Jiaman



## « Nous voulions encourager les investisseurs, les entreprises forestières et les négociants chinois à s'engager dans la gestion durable des forêts et à impliquer les communautés locales. »

### Le projet de gouvernance forestière Chine-Afrique a été coordonné par l'IIED. De quoi s'agissait-il ?

JJ : « L'objectif du projet était de contribuer à l'amélioration de la gouvernance forestière en Afrique dans laquelle les acteurs chinois jouent un rôle. Nous voulions encourager les investisseurs, les entreprises forestières et les négociants chinois à s'engager dans la gestion durable des forêts et à impliquer les communautés locales. Nous voulions également mettre un frein au commerce illégal du bois. Pour y parvenir, nous avons créé la plateforme de gouvernance forestière Chine-Afrique, qui a facilité le dialogue à tous les niveaux entre les organisations chinoises et celles du Cameroun, de la République démocratique du Congo, de l'Ouganda, du Mozambique, de Madagascar et du Gabon. Les partenaires du projet étaient des agences gouvernementales, des institutions de recherche, des sociétés civiles et des organisations non gouvernementales. »

### LE GLOBAL ENVIRONMENTAL INSTITUTE (GEI)

Le Global Environmental Institute (GEI) est une ONG environnementale chinoise, basée à Pékin. Le GEI collabore avec des décideurs politiques, des entreprises, des scientifiques, des leaders de la société civile et avec des communautés locales afin d'encourager le dialogue et les solutions innovantes pour protéger l'environnement et améliorer les opportunités économiques en Chine, ainsi qu'en Asie du Sud-Est et en Afrique. Les domaines du programme du GEI comprennent l'énergie et le changement climatique, la conservation des écosystèmes et le développement communautaire, la conservation du milieu marin et les investissements à l'étranger, le commerce et l'environnement. Le GEI travaille selon une méthode en trois étapes : recherche, projets pilotes et recommandations politiques.

Contact au GEI : Lin Ji  
Email: Linji@geichina.org

Source: [www.geichina.org](http://www.geichina.org)

### Quels ont été les résultats ?

JJ : « Nous avons organisé quatre symposiums internationaux en Chine et en Afrique, au cours desquels les défis de la coopération forestière sino-africaine ont été discutés. En 2018, un accord bilatéral de coopération forestière a été signé entre le gouvernement chinois et le gouvernement du Mozambique et en 2019 entre le gouvernement chinois et le gouvernement du Gabon. »  
JJ : « Deuxièmement, le projet a analysé la provenance du bois, la structure des matières premières et les tendances en matière d'importation de bois chinois et d'exportation de bois africain. Cette analyse s'est appuyée sur des informations tirées de recherches et de rapports ainsi que sur des données commerciales liées à la foresterie provenant des autorités douanières chinoises et africaines. (Pour les rapports, voir l'encadré, ndlr). Le projet a également soutenu le développement d'un système d'information commerciale au Mozambique, basé sur les échanges et les discussions entre l'Administration générale des douanes de la Chine et les autorités douanières et forestières du Mozambique. »  
JJ : « Troisièmement, le projet a parrainé cinq journalistes chinois pour qu'ils mènent des enquêtes en Afrique et relatent objectivement la réalité du commerce et des investissements Chine-Afrique. Des articles sur les investissements chinois dans le secteur forestier africain ont été publiés dans des médias chinois et étrangers. Par ailleurs, nous avons organisé des formations de renforcement des compétences de journalistes chinois et africains au Cameroun, en RDC, en Ouganda et dans d'autres pays africains, et des rencontres entre journalistes chinois et africains en Chine. »

**BESOINS** En 2018, le projet de gouvernance forestière Chine-Afrique est arrivé à son terme. Le GEI a ensuite enchaîné avec un nouveau projet de deux ans, financé par le DFID, mettant l'accent sur l'Afrique centrale et occidentale et l'engagement de parties prenantes chinoises. Son objectif était de renforcer la coordination des politiques, de promouvoir un commerce et des investissements responsables et de mobiliser les parties prenantes locales. En ce qui concerne le



PHOTO : SIMON LIM

La plateforme Chine-Afrique sur la gouvernance forestière est un mécanisme d'échange et d'intervention stratégique pour les chercheurs en politique et les leaders d'opinion africains et leurs homologues chinois, axé sur les questions de gouvernance forestière, d'investissement et de commerce.

bassin du Congo, le projet a examiné « la compréhension et les besoins des organisations sociales et des parties prenantes locales au Cameroun et en RDC concernant les investissements chinois et les politiques environnementales et sociales connexes. En fonction de leurs besoins, des contenus de formation pertinents ont été conçus pour les organisations sociales locales. »

### De quelles parties prenantes chinoises s'agit-il ?

JJ : « Les parties prenantes comprennent l'administration forestière chinoise (décideurs politiques), les entreprises du secteur du bois, les associations de l'industrie du bois, les instituts de recherche sur les politiques et la planification et les ONG environnementales. »

### Quels sont les besoins des organisations sociales locales dans ce contexte ?

JJ : « Selon les premières constatations, les ONG locales ont principalement besoin de comprendre les politiques chinoises régissant les pratiques environnementales des entreprises chinoises, dans le cadre de leurs investissements à l'étranger et de leur commerce extérieur ; de savoir comment elles peuvent entamer un dialogue avec les entreprises chinoises qui investissent dans leur pays et s'il est possible de faire appliquer des politiques pour influencer et améliorer la conduite environnementale des entreprises. »

### Quels seront l'objectif et le contenu de la formation des organisations sociales locales ? Qui assurera la formation et qui la financera ?

JJ : « Le contenu principal de la formation devrait inclure une présentation des politiques et directives environnementales de la Chine concernant les investissements à l'étranger, une présentation des politiques des pays d'accueil sur la gestion de la conduite environnementale due aux investissements étrangers, ainsi que des études de cas de communication et de coopération entre les ONG locales et les entreprises chinoises. La formation sera organisée par le GEI en collaboration avec ClientEarth et les ONG locales partenaires. Des experts maîtrisant les politiques pertinentes et des représentants d'ONG ayant une expérience de la communication avec les sociétés d'investissement étrangères seront invités à partager leurs points de vue et leurs idées. Les frais de formation seront pris en charge par le programme Gouvernance forestière, marchés et climat du DFID. »

### Quel est le rôle du gouvernement chinois ?

JJ : « En tant que transformateur, importateur et exportateur majeur de bois, la Chine doit gérer l'ensemble de la chaîne d'opérations, depuis l'exploitation forestière jusqu'à la plantation, de manière contrôlée et planifiée. Cette démarche vise à garantir une utilisation durable des ressources forestières et à obtenir des avantages économiques à long



« Les ressources des forêts tropicales du bassin du Congo, si elles sont bien gérées, apporteront des bénéfices à long terme et des retours économiques aux entreprises. »

**Quel est, selon vous, le rôle des gouvernements nationaux des pays du bassin du Congo ?**

JJ : « Le rôle des gouvernements nationaux dans le bassin du Congo comprend : 1) le développement d'un plan national sur l'utilisation des ressources forestières, en fonction des besoins de développement économique et social ainsi que de la durabilité des forêts dans le pays ; 2) la formulation de politiques et de normes sur l'investissement et le commerce étrangers durables ; 3) la réglementation des pratiques des entreprises forestières étrangères, en assurant la durabilité de leur utilisation des ressources forestières et en protégeant les intérêts des populations autochtones. »

**Quels sont les avantages d'un comportement durable des entreprises chinoises dans les pays du bassin du Congo pour ces entreprises elles-mêmes ? Veuillez aborder la gestion durable des forêts, le commerce durable du bois, l'agro-industrie, l'exploitation minière et les infrastructures.**

JJ : « Les entreprises, qui constituent un élément important de la société, sont également des vecteurs majeurs du développement social et économique. Les ressources durables apporteront des avantages économiques et de développement à long terme, et les entreprises en sont les principaux bénéficiaires. En ce sens, les ressources des forêts tropicales du bassin du Congo, si elles sont bien gérées, apporteront des bénéfices à long terme et des retours économiques aux entreprises. Dans une autre perspective, si les entreprises agissent de manière responsable dans la gestion durable, il y aura des avantages sociaux qui pourront contribuer à des rendements économiques stables à long terme. »

JJ : « La gestion durable des forêts est un sujet de préoccupation de longue date pour les Nations unies et de nombreux États membres, en particulier pour les pays développés. Les ONG internationales ont développé de multiples normes et outils à ce sujet. La Boîte à outils pour la gestion durable des forêts, publiée par la FAO en 2014 à la demande des pays membres, fait consensus à cet égard.

terme. Le rôle du gouvernement chinois est de formuler des réglementations et des politiques sur la gestion durable des forêts, afin de réglementer les pratiques des entreprises chinoises à l'étranger pour assurer la conformité légale de l'exploitation forestière et la durabilité de la transformation, des investissements et du commerce des produits forestiers. »  
JJ : « Permettez-moi d'ajouter que les entreprises forestières chinoises à l'étranger devraient bénéficier de conseils et d'une formation plus poussés en matière de durabilité, par l'intermédiaire d'associations industrielles telles que l'Association nationale des produits forestiers de Chine. Les instituts de recherche et les ONG peuvent fournir aux entreprises chinoises qui investissent à l'étranger des études de cas sur la planification à long terme et des analyses coûts-avantages des pratiques commerciales durables. Ils peuvent également proposer des formations sur les meilleures pratiques en matière de participation communautaire, dans le but de démontrer que la durabilité ne produit pas seulement des avantages environnementaux et sociaux, mais aussi des rendements économiques stables à long terme. »  
JJ : « Troisièmement, les dialogues et les échanges avec les pays concernés devraient être renforcés. Des mécanismes de travail bilatéraux et des accords de coopération devraient être développés entre la Chine et l'Afrique afin de garantir les objectifs de protection de la biodiversité, les intérêts économiques et les besoins sociaux des deux parties. »

Divers sites web spécialisés proposent des outils, des références, des bonnes pratiques et du matériel de formation que les États membres peuvent utiliser. Cependant, la gestion durable des forêts ne se résume pas à une simple question méthodologique et technique. Elle comporte de nombreux facteurs plus complexes, tels que le renforcement des capacités, les politiques spécifiques à chaque pays, les mesures d'incitation, la capacité de supervision et d'application de la loi et le contrôle strict du marché international. Il s'agit d'un travail difficile et urgent. La question centrale du commerce durable du bois est d'établir un système de chaîne de valeur, ce qui peut nécessiter un large accord international et la mise en place de mécanismes de surveillance et de vérification du commerce. Il s'agit également d'un travail très difficile. »

JJ : « L'agriculture, l'extraction minière et la construction d'infrastructures peuvent constituer des menaces directes pour la nature, conséquences d'une expansion économique continue. Indépendamment du renforcement des normes de protection de l'environnement et du respect des meilleures pratiques, des questions plus fondamentales doivent être examinées, notamment les limites ultimes du développement économique humain, la répartition équilibrée des ressources et la durabilité des modes de consommation humaine. »



PHOTO : JASON LEE WONG / IIED

Anna Amumpire, de l'Advocates Coalition for Development and Environment (ACODE) en Ouganda, et Zhong Chen, du ministère chinois du Commerce, lors d'un événement international de formation de la plateforme de gouvernance forestière Chine-Afrique à Pemba, dans le nord-est du Mozambique.

**RAPPORTS**

1. Timber flow study: export/import discrepancy analysis China vs. Mozambique, Cameroon, Uganda and DRC. [www.geichina.org/\\_upload/file/book/2015Timber\\_Flow\\_Study.pdf](http://www.geichina.org/_upload/file/book/2015Timber_Flow_Study.pdf)
2. The Trend of China's Investment in Non-forest-land-use Industry and its Impact on African Forestry. [www.geichina.org/en/news/publications](http://www.geichina.org/en/news/publications)
3. China-Africa investment treaties: do they work? [www.geichina.org/\\_upload/file/GoingGlobalReports/ChinaAfricaInvestmentTreaties2017.pdf](http://www.geichina.org/_upload/file/GoingGlobalReports/ChinaAfricaInvestmentTreaties2017.pdf)
4. Basic Research on China's Investment, Trade and Forest Management in Five African Countries. [www.geichina.org/en/news/publications](http://www.geichina.org/en/news/publications)
5. Wildlife Trafficking in Cameroon and Republic of the Congo. A Scoping Review and Recommendations for Cooperation with China. [www.geichina.org/en/news/publications](http://www.geichina.org/en/news/publications)